



**DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FSU 91  
AU CDEN DU LUNDI 6 SEPTEMBRE 2021**

Monsieur le Préfet,  
Monsieur le Vice-Président du Conseil Départemental,  
Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames Messieurs les membres du CDEN,

On pourrait se croire dans un mauvais remake d'un premier film pas non plus très bon. Le déni, toujours le déni : entre communication provocatrice et mesures en total décalage avec la réalité, le ministère ne semble pas avoir pris la mesure de l'urgence de la situation. Nous disions l'an dernier, à la même date, que la rentrée 2020 serait, à bien des égards, exceptionnelle. Mais qu'est-ce qu'une exception, si elle se répète ? Est-ce toujours une exception ? Les personnels attendent une politique réellement ambitieuse pour faire réussir tous les élèves après deux années sous Covid, mais, soyons lucides, c'est l'austérité qui continue de régner... Plus que jamais, il est fondamental et indispensable de réduire le nombre d'élèves par classe, de financer des demi-groupes, de repenser et d'aménager les programmes. Une fois encore, les choix opérés par le ministre, conjugués à un manque d'anticipation, ne pourront permettre aux enseignants de répondre aux impératifs prioritaires de justice sociale et de relever l'ensemble des défis pédagogiques de cette année qui s'avère déjà, comme la précédente, plus que difficile. On nous parle d'école inclusive, mais le ministère refuse toujours de reconnaître les besoins spécifiques de nos élèves confrontés à la crise sanitaire ! Pour la FSU, des progrès sont possibles pour tous les élèves et les efforts devraient prioritairement porter sur leurs apprentissages en retirant tous les dispositifs périphériques bien peu convaincants. Laissons enfin M. Le Ministre s'enfoncer dans des polémiques ressassées et malfaisantes sur les écrans plats et l'utilisation de l'allocation de rentrée par les familles modestes et émettons le souhait que le mensonge érigé en système et outil permanent de communication politique ne soit plus de mise dans cette année pré-électorale.

Dans notre département, les conditions de rentrée sont préoccupantes à de nombreux niveaux : les effectifs restent pléthoriques et les dotations plus qu'insuffisantes ; les salles restent toujours aussi petites pour toujours autant ou plus d'élèves ; bon nombre de locaux ne peuvent être aérés ; les cantines sont saturées ; et ce n'est pas les quelques capteurs annoncés qui viendront rassurer la communauté éducative sur la qualité de l'air ambiant ; quid des purificateurs pourtant généralisés dans de nombreux pays européens ?

Concernant l'ordre du jour qui nous occupe ce soir, nous tenons à remercier Monsieur Le Directeur Académique et le Conseil départemental d'avoir accepté la dissociation des CDEN 1<sup>er</sup> degré et 2<sup>d</sup> degré que nous appelions de nos vœux depuis plusieurs années. Cela évitera les CDEN à rallonge, et permettra, nous l'espérons, de travailler avec davantage d'efficacité dans l'intérêt des élèves essonniers. Puisqu'il arrive que nous soyons écoutés en insistant, nous réitérons donc ici notre demande de transmission des dotations par établissement, et plus généralement, des documents dans des délais plus décents. Nous aimerions également qu'un dialogue pérenne et constructif s'installe enfin. Sans revenir sur les affres du distanciel qui auraient pu et dû être évitées dans la mesure où les cours ont eu lieu quasiment toute l'année en continu, il est également essentiel que le CDEN soit convoqué plus régulièrement et que des GT les préparent avec rigueur et précision.

S'agissant des dotations globales de fonctionnement, nous ne sommes pas dupes : leur stagnation depuis des années n'est, en réalité, qu'une baisse déguisée. Et les élèves essonniers, sans conteste, voient leurs droits à l'éducation et à la culture limités, qui plus est dans un contexte sanitaire où cette même éducation et cette même culture sont dégradées. Sur ce point, il est d'ailleurs essentiel que les crédits alloués au pédagogique ne soient pas utilisés pour financer les dépenses supplémentaires inhérentes à la gestion de la crise sanitaire. Force est de constater que rien n'est clair à ce sujet. La FSU exige des éclaircissements et appelle de ses vœux un effort majoré pour compenser les deux années passées sans ouverture culturelle.

Nous achèverons enfin cette déclaration en insistant une fois encore sur la situation critique du bâtimentaire essonnien : il manque des établissements, une accélération de la construction des 8 nouveaux collèges est indispensable pour faire face à la croissance démographique et trop d'établissements restent encore à ce jour dans un état dégradé, indigne d'une politique éducative, respectueuse et attentive au bien-être des élèves.